

Projet EELV

Fiche 5.2.1

Travailler moins, travailler tous, travailler mieux

Trois ans après l'ouverture de la crise du modèle libéral-productiviste, l'extrême droite caracole en tête dans toute l'Europe et en particulier en France. Rien de plus normal : « L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour, dans cet interrègne surgissent les monstres ». Le nouveau, il revient aux écologistes de l'aider à voir le jour : c'est ce que nous appelons la conversion verte, la transformation écologiste de l'économie.

L'enjeu de la lutte entre « les monstres » et l'écologie politique, ce sont les couches populaires précarisées, paupérisées par la crise, et avant tout les chômeurs, les ouvriers et les employés, y compris ceux du secteur public démantelés par la politique de la droite. Mais les travailleurs et les précaires ne demandent pas seulement un emploi. Ils demandent de la considération, ils demandent de donner du sens à leur travail. Sarkozy avait marqué des points en exaltant la souffrance du travail (« la France qui se lève tôt »). Il est temps de remettre en avant le sens, la valeur du travail.

Car ce qui caractérise l'approche écologiste de l'économie, par rapport à la maxime sociale du XIXe siècle (« D'abord produire, ensuite répartir »), c'est qu'elle remet au centre la question du sens même de « produire ».

Produire quoi ? à quel coût pour les travailleurs, l'environnement et les générations futures ? dans quels rapports sociaux et subjectifs entre le producteur, son acte et les bénéficiaires de son acte ? C'est à partir de ces questions de base que l'écologie revient sur la question de la répartition, en l'élargissant, du partage salaire /profit à la promotion des biens communs, aux revenus sociaux assurant le droit à l'existence des sans emplois et des retraités...

1. La dignité du travail et la conversion verte.

L'effondrement des idéaux socialistes, jusque dans les classes laborieuses qu'ils étaient censés défendre, ne vient pas tant de leur impuissance que de l'abandon de la bataille pour la dignité, pour la fierté dans le travail. Cette dignité repose à la fois sur la conscience que l'activité est utile à autrui et qu'elle est menée de manière humaine, avec une maîtrise, par le producteur individuel et collectif, des buts et de la manière de réaliser cette activité utile.

Soumise à l'autorité hiérarchique et au marché, soumise à des mégastructures qui la dépassent, l'activité productrice devient un temps perdu sur la vie, où la dignité même se perd, avec les conséquences aujourd'hui désastreuses pour l'écologie du travail : la flambée des maladies professionnelles et des suicides liés aux cadences, au stress et au harcèlement.

La réforme de l'organisation productive sur le lieu de travail est le premier maillon d'une conversion écologique de l'économie. Elle doit mettre l'accent sur le développement et la reconnaissance des savoirs et des savoir-faire. Pas seulement une reconnaissance symbolique et pécuniaire. C'est dans l'organisation même du travail, avec une implication négociée des travailleurs, que seront les sources nouvelles de la productivité, et non plus dans le travail en grande série à cadence de plus en plus élevée. À la révolution industrielle du XIXe siècle, au taylorisme du XXe siècle, doit succéder une révolution industrielle où le travail qualifié remplacera l'usage intensif des matières premières et de l'énergie.

Les emplois de demain, ceux de la conversion verte seront massivement des emplois qualifiés de service aux personnes, depuis les transports en commun jusqu'à l'aide à domicile. Même les millions de chantier d'isolation des logements exigeront une haute qualification, où le rapport au destinataire final du travail (les habitants) sera toujours présent. Il en sera de même pour les paysans et les travailleurs de la restauration lors du passage au bio.

Cela implique une réforme massive du système de formation tout au long de la vie, et la reconnaissance de droits professionnels attachés à la personne et non à l'entreprise. Tout changement de statut et d'employeur doit ouvrir des droits à un temps-formation, tout temps de formation ouvre des droits à une classification supérieure. Sécurisation des carrières professionnelles par l'interdiction de l'usage injustifié des statuts précaires et le droit à des formations requalifiantes, y compris de longue durée, en particulier vers les métiers de la conversion verte.

Cela implique aussi une réforme profonde des modes de gouvernance des entreprises, qu'il s'agisse des services publics ou des entreprises classiques, où le collectif des travailleurs doit avoir son mot à dire sur l'organisation du travail comme sur la stratégie. Cela vaut surtout pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire, qui par définition combinent une gestion démocratisée de l'entreprise et une activité au service de la communauté et contrôlée par elle. C'est pourquoi l'ESS (qui n'occupera certes jamais tout le champ de la production humaine, mais assumera de plus en plus les services publics locaux et se substituera au travail domestique patriarcal) est une forme de production privilégiée par les écologistes.

Nos propositions : Renforcement des comités d'hygiène et de sécurité (étendu aux sous-traitants) et de l'inspection du travail, avec droit de poursuite contre les conditions de travail malsaines (du point de vue de l'environnement de travail tant physique que psychologique) et le harcèlement. Participation des travailleurs à la discussion sur l'organisation du travail (au moins deux heures par mois sur le temps de travail). Participation des représentants du comité d'entreprise au conseil d'administration avec voix délibérative.

2 La transformation du mode de consommation : promotion des services publics et des biens communs.

On mesure depuis un siècle la « productivité » comme : la quantité de marchandises produites par unité de temps de travail. On oublie que les ponctions gratuites sur la nature et sur les biens communs participent à cette efficacité, que l'on avait tendance à attribuer au seul travail direct. De même on ignore la dégradation de la qualité des produits avec leur standardisation industrielle. Aujourd'hui, la crise naît largement de ce gaspillage des ressources gratuites et de la dégradation du produit.

Revenir à une nourriture saine et de proximité, mieux isoler les logements au lieu de gaspiller de l'énergie à les chauffer ou à les rafraîchir, transporter écologiquement les usagers en transports collectifs suppose beaucoup plus d'emploi du travail humain que l'actuelle organisation de l'offre. La « décroissance sélective » du gaspillage implique une croissance de l'activité industrielle, avec la formation correspondante. Cela signifie qu'à la question « comment répartir les fruits de la révolution industrielle ? » l'écologie répond : « d'abord en augmentant la qualité de la vie, la qualité des biens communs, des services collectifs comme celle des consommations individuelles ». Cela peut se traduire dans un premier temps par un

réduction apparente de la productivité (il faut plus de travail pour nourrir la population quand on passe au bio) mais c'est parce qu'en réalité une partie du travail est dorénavant affectée à la protection de la santé humaine et de la nature.

Autre source de déclin apparent de la productivité, autre coup au mythe de la croissance : beaucoup de chantiers de la conversion verte sont orientés vers la création de richesse non marchande, mise gratuitement ou à bas pris à la disposition des usagers. Nous avons besoin d'une remise à niveau massive de nos services publics, en particulier dans l'éducation, la culture, la santé et dorénavant l'aide à domicile aux personnes en situation de dépendance... Ces biens, distribués en partie gratuitement, sont évalués à leur coût de production et non à un prix incluant du profit. Pourtant ils augmentent le bien-être de tous en particulier des plus démunis, et créent énormément d'emplois non délocalisables.

Encore plus profondément, nous mettrons l'accent sur la prévention en matière de santé : mieux vaut ne pas tomber malade qu'être soigné, même bien ! Les mesures telles qu'interdiction de certaines pollutions, des médicaments et aliments dangereux, tout comme la répression du harcèlement hiérarchique et la réduction du rythme du travail, en augmentant le niveau de santé et en réduisant la fréquence des maladies chroniques (cancers, asthmes, diabète, dépressions etc), finiront par réduire le coût de la santé, et peut être même le nombre d'emplois consacrés à soigner. Mais ils se traduiront par une hausse considérable du bien-être.

3 La répartition sociale de la productivité.

Après 30 ans d'un modèle de développement outrageusement favorable aux profits et aux revenus de la propriété, un rééquilibrage en faveur du travail et des revenus sociaux (retraite, minima sociaux, etc) est indispensable. Cette évidence avait été contournée avec succès par le mythe du « travailler plus pour gagner plus » : on a vu ce qu'il en a été... À ce mensonge, l'écologie oppose : « Travailler moins pour travailler tous et vivre mieux »

Cette redistribution en faveur des revenus sociaux est une question d'équité, c'est nécessaire aussi pour que la modification du système de prix provoqué par les écotaxes ne provoque pas l'hostilité des plus démunis, c'est enfin la forme embryonnaire d'un revenu d'existence.

Quant à la redistribution en faveur du travail, elle peut prendre la forme soit d'une hausse du temps libre, soit d'une hausse du pouvoir d'achat. La redistribution de la productivité sous forme de temps libre favorise une civilisation de l'être et du lien social au détriment d'une société de l'avoir et de la prédation sur l'environnement, elle assure un partage du travail au bénéfice de l'emploi de tous et du bonheur de vivre de chacun. Elle doit toutefois assurer le rééquilibrage du pouvoir d'achat jusqu'au revenu moyen.

Il faut fixer clairement l'ordre des urgences :

- En premier, la revalorisation des revenus sociaux (RSA...) et des plus bas salaires.
- En seconde urgence, la reprise de la réduction de la durée du travail, en commençant par la défense du droit à la retraite. Mais il ne faudrait pas bloquer toute la réduction de la durée du travail en fin de vie. Pour arriver à la retraite en bonne santé et bien inséré socialement, il faut réduire le temps de travail tout au long de la vie. Il faut d'abord consolider (voire rétablir !) les 35 heures par la suppression des heures supplémentaires détaxées, la limitation de

l'annualisation et l'instauration d'un droit de la ou du travailleur sur les dates de sa RTT, afin de concilier vie au travail et vie personnelle. Enfin la reprise de la marche aux 32 heures, et la création de jour de fête fériés nouveaux en cours d'année, notamment des fêtes non-chrétiennes (Kippour et Aid El-Kébir) et des causes communes (Jour de la Terre, etc).

La question de la retraite restera centrale dans les années qui viennent car (outre le fait qu'elle est la cible actuelle de la droite) elle combine un aspect « gain de temps libre » et un aspect « revenu social ». La conquête du temps libre par allongement de la durée de vie, à durée du travail constante, est la forme la plus naturelle de redistribution de la productivité. Elle doit être financée par une répartition nouvelle de la richesse annuelle produite. D'ici 2050, elle implique un déplacement de 0,3 % par an de la part du PIB vers les retraités, ce qui est tout à fait réalisable mais doit être combiné avec une répartition nouvelle de la valeur ajoutée entre revenus du travail et revenus du capital et de la propriété. La participation accrue de ces derniers implique l'abandon du mythe de la retraite comme « salaire différé » et une fiscalisation partielle de son financement. La possibilité de retraite sur-complémentaire individuelle facultative ne doit pas être une nouvelle occasion de profits du capital, elle doit être (comme la complémentaire santé) assurée par le mutualisme.

Nos propositions : retour aux 60 ans et 160 trimestres de cotisation, sans décote ni surcote, avec possibilité du passage progressif à la retraite avant 60 ans, prise en compte des métiers difficiles et des carrières féminines incomplètes par des trimestres gratuits, ouverture d'un droit aux cotisations retraites (sur prêt personnel éventuellement) aux étudiants à partir de la troisième année.

Reste que le financement de la retraite n'épuise pas, et de loin, la question de l'écologie du 3e et du 4e age. La société future se jugera à la manière dont elle traitera ses personnes âgées.